

L'alliance de la **TERR** et de la **TABLE**

Une alliance pour en finir avec la disparition des fermes au Québec

Dès 1950, soi-disant afin de rattraper l'industrialisation des fermes ontariennes, la commission Héon est formelle : il y a 100 000 fermes de trop (sur 140 000 à l'époque) au Québec! 40 000 fermes de grande taille et modernes seront bien suffisantes.

Pour y arriver, elle propose de hausser les normes de toutes sortes et de multiplier les contrôles à la ferme afin de décourager les fermiers jugés trop peu productifs. Le résultat est frappant : il ne reste plus aujourd'hui que 28 000 fermes au Québec. Cette méthode (hausse des normes dites de salubrité et de sécurité) est encore utilisée aujourd'hui, avec la connivence de l'industrie et des regroupements agricoles censés protéger les agriculteurs des abus.

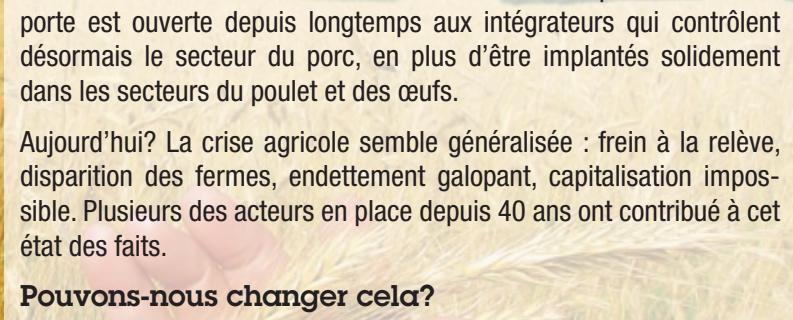
À partir des années 70, la gestion de l'offre fait son apparition. Modèle de souveraineté alimentaire, elle est lentement détournée de ses objectifs initiaux par ceux qui la contrôlent. Avec les années, elle a accéléré la concentration des fermes qu'elle devait protéger, en plus de standardiser l'agriculture et l'alimentation.

Depuis les années 90, la signature de traités de libre-échange se multiplie (ALÉNA, Europe, Asie-Pacifique). On promet mer et monde aux fermiers, mais depuis l'ALÉNA, le résultat est net : **moins de fermes et moins de fermiers**. Personne n'est contre l'exportation, mais les traités de libre-échange servent d'abord les conglomérats alimentaires et grugent la souveraineté alimentaire des nations.

À partir des années 2000, les iniquités de l'agriculture industrielle se multiplient. Un déficit record apparaît à la Financière agricole. Le soutien de l'État s'est sclérosé dans les mains d'un petit nombre. La porte est ouverte depuis longtemps aux intégrateurs qui contrôlent désormais le secteur du porc, en plus d'être implantés solidement dans les secteurs du poulet et des œufs.

Aujourd'hui? La crise agricole semble généralisée : frein à la relève, disparition des fermes, endettement galopant, capitalisation impossible. Plusieurs des acteurs en place depuis 40 ans ont contribué à cet état des faits.

Pouvons-nous changer cela?



Propositions de l'Union paysanne

pour préserver
les fermes du Québec

En quoi êtes-vous concerné?

Vous voulez des fermes nombreuses et autonomes; favoriser la relève agricole; des aliments frais, sains, diversifiés, de proximité; plus de démocratie pour les agriculteurs?

Vous ne voulez pas de fermes usines; de produits uniformisés; de zones agricoles sans agriculteurs; d'OGM ni d'antibiotiques dans votre assiette?

**Vous avez donc
toutes les raisons
de souhaiter
le succès
de l'Union paysanne!**



Devenez membre
de l'Alliance
de la terre
et de la table.

✓ Réorienter les subventions

vers la majorité des fermes du Québec et cesser de soutenir les unités produites pour aller vers un soutien global de la ferme. Le soutien financier en agriculture, ici ou ailleurs, dicte en grande partie le modèle agricole. Il faut le réorienter. Que voulons-nous, 100 grosses fermes ou un millier de PME?

✓ Exclure les intégrateurs

de tout budget provenant du MAPAQ. Les sommes récupérées seront redistribuées vers l'ensemble des fermes du Québec et vers la relève agricole.

✓ L'agriculture a une vocation sociale.

En ce sens, l'État doit établir une direction claire en lien avec les attentes de la société. Le Québec doit se doter d'une politique agricole qui orientera toute l'agriculture. L'Union paysanne propose trois fonctions :

- **Fonction vivrière** : l'approvisionnement de la population en quantité et en qualité.
- **Fonction agroenvironnementale** : la protection des ressources
- **Fonction socioterritoriale** : l'occupation décentralisée du territoire.

✓ Permettre la multifonctionnalité

des usages sur les terres agricoles, en lien avec les besoins de protection du territoire. Permettre une modulation territoriale selon les communautés.

✓ Redéfinir la gestion de l'offre

afin qu'elle agisse comme un acteur social et non comme une entreprise privée. Pour ce faire, il est nécessaire que le gouvernement, les agriculteurs, les acheteurs et la société civile se retrouvent autour d'une même table.

✓ Le pluralisme syndical

permettrait de voir toutes les visions représentées. Un jeu de contre-pouvoir s'exercerait et protégerait les agriculteurs des excès d'un monopole.

Impossible de présenter toutes les propositions de l'Union paysanne dans un document condensé comme celui-ci, mais la première étape consiste à changer notre vision des choses.

La disparition d'une seule ferme doit devenir intolérable pour tous. Nous pouvons renverser la tendance et augmenter le nombre de fermes au Québec.